



DOCUMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Fourniture et enlèvement après utilisation de véhicules hors d'usage pour la formation des sapeurs-pompiers du SDIS de la Somme

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'enlèvement après utilisation de véhicules hors d'usage pour la formation des sapeurs-pompiers du SDIS de la Somme.

ARTICLE 2 : ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

L'ensemble du matériel proposé sera conforme aux normes françaises et européennes relatives à la dépollution :

- Articles R543-155 à R543-165 du Code l'Environnement,
- Articles R322-4 et R322-9 du Code de la route.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est divisé en 3 lots correspondants à 3 secteurs géographiques :

- Lot 1 : Groupement Ouest
- Lot 2 : Groupement Centre
- Lot 3 : Groupement Est

La liste des Centres de Secours, sièges des livraisons de véhicules, par lot est indiquée en annexe du présent document.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les soumissionnaires ont la possibilité de répondre à plusieurs lots. Ils doivent alors fournir obligatoirement un devis ou un bordereau de prix pour chacun des lots.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION

Ce marché est passé selon la procédure adaptée, conformément à la disposition des articles 42 2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois soumissionnaires les mieux disants, le prix ainsi que la proposition technique.

Ces prestations feront l'objet de bons de commande, **sans minimum et maximum**, passé en application de l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les quantités estimatives sont édictées à l'article 15 de ce document.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Pour l'ensemble des lots, le marché sera conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.

Il sera éventuellement reconduit une fois, pour une durée d'un an, par reconduction tacite, pour s'achever le 31 décembre 2018.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne se sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Le devis ou proposition de prix établi par lot par le soumissionnaire,

- Le présent D.A.T. (Document Administratif et Technique),
- Les bons de commande,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.- F.C.S.).

ARTICLE 8 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 concernant les interdictions de soumissionner ;

Les formulaires DC 1 et DC2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :
http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm

ARTICLE 9 : CONSTITUTION DE L'OFFRE

9.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose d'un Document Administratif et Technique. Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Les pièces énumérées à l'article 8 « justificatifs à produire » du présent DAT,
- Le devis ou proposition de prix établis par lot, **datés et signés**,
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT), **paraphé, daté et signé**,

9.2: Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p>SDIS de la SOMME</p> <p>Groupeement Formation</p> <p>7 Allée du Bicêtre – BP 2606</p> <p>80026 AMIENS Cedex 1</p> <p>FOURNITURE ET ENLEVEMENT APRES UTILISATION DE VEHICULES HORS D'USAGE POUR LA FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS DE LA SOMME</p> <p>Ne Pas Ouvrir</p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les date et heure limites de réception des offres sont fixées au **lundi 20 février 2017 à 12h.**

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements peuvent être obtenus auprès du :

Service Formation : Commandant Yvan BELLET– Tél : 03.22.97.84.04.

ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 13 : CRITERES DE CHOIX

Le choix sera opéré sur la base des critères de choix pondérés de la manière suivante :

- **Prix : 60 %**
- **Délai de livraison : 10 %**
- **Délai d'enlèvement : 10%**
- **Age moyen des véhicules : 20%**

ARTICLE 14 : PROPOSITION DE PRIX

La proposition de prix relative à l'acheminement et à la récupération des épaves en tout point géographique sera exprimée en prix unitaire HT et TTC.

Le soumissionnaire indiquera si une dégressivité du prix est envisagée en fonction du nombre total de véhicules à livrer à la même date et sur le même lieu de livraison en joignant alors une grille des tarifs.

ARTICLE 15 : QUANTITES

La quantité de véhicules hors d'usage à fournir sera fonction des besoins ponctuels du SDIS de la Somme.

A titre indicatif, les estimations des besoins annuels sont les suivantes :

Lot 1 : 59 véhicules hors d'usage

Lot 2 : 75 véhicules hors d'usage

Lot 3 : 60 véhicules hors d'usage

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement du délai de livraison ou de retrait, une pénalité de 20 € par jour et par épave sera appliquée.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article 20 du présent document, obligeant la fourniture de véhicules d'âge maximum de 15 ans, des décotes sur le prix hors taxes du véhicules (prestations incluses) seront appliquées comme suit :

- 20 % pour un véhicule âgé de 16 ans à 20 ans,
- 30% au-delà de 20 ans

ARTICLE 17 : MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Les prix du marché seront mis à jour à chaque période éventuelle de reconduction, par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.2 + 0.4 (I_{CHTrev-TS}/I_{CHTrev-TSo}) + 0.4 (COICOP/COICOP_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix hors TVA révisée annuellement,

P₀ = Prix hors TVA établi à l'origine du marché au mois « zéro ».

I_{CHTrev-TS} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 poste M) - (Base 100 en déc. 2008) - Identifiant : 001565195 à la date de renouvellement du contrat,

I_{CHTrev-TSo} = Valeur du même indice à l'origine du marché au mois « zéro ».

COICOP : Indice des prix à la consommation (Mensuel, Ensemble des ménages, Métropole + DOM, Base 1998) - Nomenclature COICOP : 07.1.1.2 - Automobiles occasion - Identifiant : 001763645 à la date de renouvellement du contrat,

COICOP₀ : Valeur du même indice à l'origine du marché au mois « zéro ».

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

18.1 Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 1 copie portants, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro du marché,
- La prestation réalisée,
- Le montant hors taxe de la prestation en question,
- Le taux et le montant de TVA,
- Le montant total des prestations exécutées,
- La date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80026 AMIENS Cedex 1

Conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique à compter du 1^{er} janvier 2017, les factures transmises sous forme électronique seront acceptées.

La remise de factures électroniques sera obligatoire via le portail de l'Etat « CHOURUS PORTAIL PRO » :

- Au 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- Au 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- Au 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;
- Au 1^{er} janvier 2020 pour les micros entreprises.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues à l'article 51 de la loi n°2008-776 du 84 août 2008 et au décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008.

18.2 Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur. Le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 19 : DELAIS, LIEUX DE LIVRAISON ET D'ENLEVEMENT – AGE MOYEN DES VEHICULES LIVRES

19.1 : Délai de livraison

Le soumissionnaire précisera obligatoirement dans son devis ou proposition de prix le délai de livraison des fournitures à compter de l'émission d'un bon de commande. **Ce délai ne pourra pas excéder deux semaines.**

19.2 Lieux de livraison et d'enlèvement

Les véhicules seront livrés par le prestataire à l'endroit indiqué sur le bon de commande, correspondant au secteur d'un Centre d'Incendie et de Secours du lot. Les quantités de véhicules livrés seront fonction des besoins exprimés par le SDIS de la Somme.

Le soumissionnaire devra être en mesure d'acheminer et d'enlever les véhicules hors d'usage sur tout le secteur afférent au lot auquel il répond.

L'enlèvement des véhicules hors d'usage après utilisation se fera sur les mêmes lieux au plus tard la semaine qui suit l'action de formation après que l'Ecole Départementale du SDIS 80 en ait fait la demande. Le soumissionnaire précisera obligatoirement le délai d'enlèvement dans son devis ou proposition de prix.

19.3 Age moyen des véhicules

Le soumissionnaire indiquera obligatoirement l'âge moyen des véhicules dans son devis ou proposition de prix.

ARTICLE 20 : ETAT GENERAL DES VEHICULES

Le prestataire fournira au SDIS, des véhicules hors d'usage, dépollués, de type berline 4 portes, de 15 ans d'âge maximum, qui présenteront les caractéristiques suivantes :

- Présence du pare-brise,
- Présence des 4 roues,
- Présence des portes et des vitres (détériorées ou non),
- Présence au minimum des sièges avant,
- Présence du volant et des organes de direction,
- Présence du capot et du coffre,
- Présence du moteur.

Le prestataire peut également fournir des véhicules hors d'usage, dépollués, d'un type différent de la berline (exemple : utilitaire), de 15 ans d'âge maximum, selon la disponibilité et sous réserve d'un accord préalable du SDIS.

ARTICLE 21 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

ARTICLE 22 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'incendie et de secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 23 : CONDITIONS DE RESILIATION

Seuls les articles 29 à 36 du CCAG-FCS relatifs à la résiliation sont applicables.

ARTICLE 24 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 25 : DEROGATIONS

L'article 7 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS

L'article 16 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

ARTICLE 26 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

A Amiens, le 78 JAN 2017

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint (par intérim)

Lt-Colonel Olivier PEYCRU

LOT N°1 : GROUPEMENT OUEST

Airaines
Abbeville
Beaucamps le Vieux
Crécy en Ponthieu
Forceville en Vimeu
Hornoy le Bourg
Friville-Escarbotin
Ault
Mers les Bains
Saint Valery sur Somme
Cayeux sur Mer
Gamaches
Rue
Le Crotoy
Fort Mahon

LOT N°2 : GROUPEMENT CENTRE

Poix de Picardie
Amiens Poulainville
EDIS de Villers Bocage
Ailly-sur-Noye
Moreuil
Conty
Bernaville
Flixecourt
Doullens
Villers-Bretonneux
Corbie

LOT N°3 : GROUPEMENT EST

Bray sur Somme
Albert
Péronne
Roisel
Nesle
Ham
Rosières en Santerre
Roye
Montdidier